

Grèce : de la lutte des classes à la lutte pour les places \*

## Les voies de la communisation ne sont pas impénétrables

**Dans la deuxième quinzaine de mars**, le cercle révolutionnaire grec « TPTG » annonçait que Woland, de son vrai nom Manousos Manousakis, l'un des principaux rédacteurs de la revue communisatrice « Sic » et membre, jusqu'à récemment, de « Blaumachen », groupe grec de même obédience, participait à l'actuel gouvernement Syriza, à titre de secrétaire général du ministère de l'Économie, des Infrastructures, des Affaires maritimes et du Tourisme. Les lecteurs peuvent prendre connaissance de l'affaire dans le texte rédigé par « TPTG », « Postscript to "Syriza and its victory in recent general elections in Greece" », disponible, entre autres, sur le site « Dialectical Delinquents ». Face au scandale, la première réaction, et la plus rassurante pour les aficionados de la communisation, est de dire que l'accession de Woland au sommet de l'État est sans doute due à des motivations personnelles plus ou moins troubles, jusqu'alors imprévisibles.

**Bien entendu**, les motifs individuels les plus divers peuvent jouer leur rôle lorsque de tels phénomènes de domiciliation dans les étages supérieurs de l'appareil d'État apparaissent. Reste à comprendre pourquoi les réseaux et les cercles de la communisation accueillent de pareilles vipères en leur sein, y compris au sein de la rédaction de « Sic », qui était censée représenter au moins leurs conceptions communes initiales, au-delà des frontières étatiques. Je rappelle que de tels réseaux et cercles, à commencer par « Théorie communiste », étaient présentés encore récemment comme les plus révolutionnaires et les plus innovateurs du monde, en ce qui concerne la critique du capital et de l'État. Et loués pour leur capacité présumée à débroussailler les pistes permettant d'entamer la transformation révolutionnaire de la société. Le processus de communisation, dans leur patois. Dans « Réflexions sur la communisation », j'avais commencé à analyser en quoi consistaient leurs prétendues avancées théoriques et pratiques. Je vais donc repartir de là pour montrer comment l'idéologie communisatrice a pu couvrir et faciliter l'ascension de l'un de ses ténors vers le sommet du pouvoir étatique.

**Revenons déjà** sur le rôle joué par « Théorie communiste ». La revue procure, particulièrement en France depuis quelques années, l'essentiel de ce qui constitue la boîte à idées, pour reprendre la métaphore de la boîte à outils, du microcosme communisateur. Comme leur nom collectif l'indique, l'activité des membres du cercle fondateur consiste essentiellement à formuler ce qu'ils pensent sous forme de « théorie ». Par suite, leur « pratique » fut toujours réduite à la portion congrue, même dans des situations plus favorables que celle que nous subissons aujourd'hui. Mais lorsque des individus prennent l'habitude de ne pas se confronter au monde réel, de se désintéresser des confrontations qui apparaissent à leur insu, parfois presque sous leur nez, leurs pensées finissent par tourner en rond dans la camisole de force de l'idéologie. « Théorie communiste » a d'ailleurs fini par « théoriser » là-dessus aussi. Elle reprend à son compte pas mal d'idées du philosophe marxiste-léniniste et structuraliste Althusser, y compris celle de « pratique théorique ».

Plus largement, c'est l'ensemble des thèses de « Théorie communiste » qui pose de sacrés problèmes. Pendant des décennies, nos adeptes de la « pratique théorique » furent

---

\* **Calembour** que je dois à l'un de mes proches amis, anarchiste espagnol.

imperméables, indifférents, voire hostiles à presque toutes les idées, les conceptions, les luttes, etc., qui avaient surgi dans la foulée de Mai 68 et qui outrepassaient le cadre rigide de leur grille de lecture formatée par le marxiste orthodoxe. Particulièrement lorsqu'elles touchaient à l'un des piliers de leur doctrine, à savoir la prétendue contradiction entre « les forces productives » et les « rapports de production », et le rôle révolutionnaire qu'ils attribuaient aux prolétaires de la grande industrie, porteurs privilégiés de la communisation aux couleurs de l'industrialisme et, mine de rien, également de l'étatisme. Pour la simple raison qu'il n'y a pas de grande industrie sans État. C'est leur doxa qui explique en grande partie leur hostilité passée aux oppositions contre le nucléaire, y compris à leurs fractions révolutionnaires. Alors que le nucléaire relève, en France plus qu'ailleurs en Europe, de la raison d'État. C'est elle qui explique encore leur hostilité récente aux oppositions aux biotechnologies. Ainsi, dans leur numéro 17, l'auteur de « A propos de Riesel », sous prétexte de rejeter le réductionnisme de « L'Encyclopédie des nuisances », crache en bloc sur elles. Sans même tenir compte des critiques déjà faites audit réductionnisme, au sein même de ces oppositions, telles qu'elles furent présentées, entre autres par moi, dans « La société industrielle, mythe ou réalité ». L'auteur se réjouit même de la disparition des derniers paysans parcellaires, assimilés sans la moindre nuance à des adeptes de la contre-révolution, tels que Marx les présentait, de façon caricaturale, à l'époque du « Manifeste communiste ». C'est l'apologie du rouleau compresseur capitaliste, piloté par la Commission européenne, l'État hexagonal et les agrariens, que « Théorie communiste » nous présente ici sous les couleurs de la communisation.

**Je l'avais déjà signalé** dans « Réflexions », au grand dam des communistes : leurs prétendues critiques ne dépassent pas, en règle générale, la conception marxiste orthodoxe de l'État, héritée du technocratisme saint-simonien : la disparition des classes et de l'État signifie que le « gouvernement des hommes » cède, de façon progressive, en relation avec le processus d'industrialisation du monde, la place à « l'administration des choses », des « choses » créées et distribuées presque sans limites, sans lesquelles le monde du capital ne serait pas dépassable. En d'autres termes, chassé par la porte, l'État rentre par la fenêtre sous la forme de l'appareil d'administration et de coercition des « hommes » traités comme des « choses », au nom de la discipline et de la hiérarchie à maintenir pour continuer à faire tourner la grande industrie. Ce qu'Engels exprima avec sa brutalité coutumière dans des thèses dirigées contre Bakounine.

Or, dans la mesure où nos communistes font, en général, l'impasse sur de telles questions essentielles, leur notion de « mesures communistes » destinées, à leurs dires, à entamer la destruction du capital et de l'État, rappelle fort la conception qui présida à la formulation des « mesures » prises par l'État transitoire, préconisées dans le « Manifeste » par Marx, puis par Lénine dans « L'État et la révolution ». J'ai été traité de calomniateur pour avoir osé l'écrire. Pourtant, le numéro 24 de « Théorie communiste », postérieur à « Réflexions », confirme ce que je pensais alors. Dans « Le moment révolutionnaire comme conjoncture » l'auteur, après avoir conseillé de lire Lénine, affirme : « La dictature du mouvement social de communisation est ce processus global d'intégration de l'humanité au prolétariat. La stricte délimitation du prolétariat par rapport aux autres couches, sa lutte contre toute production marchande sont en même temps un processus qui contraint les couches de la petite bourgeoisie salariée, de la "classe de l'encadrement social", à rejoindre la classe communiste, elle est donc définition, exclusion et, en même temps, démarcation et ouverture, effacement des frontières et dépérissement des

classes et de la distinction de genres. Les mesures communistes sont la réalité du mouvement où le prolétariat se définit dans la pratique comme le mouvement de constitution de la communauté humaine. »

Rien ne manque dans le passage cité. Pas même l'idée que la transformation en question, sous la houlette des prolétaires, va contraindre des classes et couches intermédiaires à le rejoindre et à partager ses objectifs. Nous le savons depuis au moins la destruction de la révolution russe effectuée par le pouvoir bolchevik : de telles formules déterministes justifient la coercition que le parti prolétarien exerce sur les individus qui n'acceptent pas ses ordres, y compris lorsque les individus en question sont des prolétaires révoltés. C'est de violence de type étatique qu'il est question ici, même si le terme d'État prolétarien n'apparaît plus dans le lexique des communistes. Nous sommes aux antipodes de l'idée de violence insurrectionnelle, portée par les damnés de la Terre qui tentent de se libérer du joug du capital et de l'État.

**Consultable depuis près de trois ans** sur le principal site dédié à la communisation, « DNDF », l'article n'a suscité, à ma connaissance, que des commentaires mineurs. Rien sur la question de l'État. Mais nous évoluons ici sur le terrain favori des ténors de la communisation. Celui du recyclage au niveau du langage qui permet que rien d'essentiel ne soit remis en cause. Grâce à des artifices déjà employés par les gestionnaires de la parole officielle ou créés pour l'occasion. Grâce à la prolifération de termes dont le sens est difficile à cerner et qui peuvent recouvrir n'importe quoi, ou presque. Et satisfaire à bon compte les dernières générations de communistes, en général issues, en France, des oppositions lycéennes et étudiantes, à la recherche de quelque kit dans le magasin du prêt à penser. Je dis cela sans mépris. Bref, à tenter de suivre le processus sans fin d'interprétation, de réinterprétation, voire de surinterprétation, censé tenir compte des objections et des multiples desiderata, les lecteurs perdent le sens de l'orientation, croient avancer alors qu'ils font du surplace. L'innovation langagière au pouvoir, en quelque sorte, sur le mode de l'inflation qui sert en réalité à neutraliser les critiques et à faire rentrer dans le cadre préétabli des questions jusqu'alors négligées, telles que celle des genres. C'est l'une des grandes impostures des maîtres à penser de l'Université hexagonale depuis longtemps, partagée par le dénommé Althusser, qui imprègne en profondeur les penseurs de la communisation et qui impressionne les naïfs, dans l'Hexagone et ailleurs. Elle donne en quelque sorte de l'élasticité à leur doxa qui ne peut pas demeurer aussi rigide qu'autrefois sous peine de casser.

**Pour en revenir** à la question du pouvoir, l'État transitoire, nommé dans le passé dictature du prolétariat pour faire référence au rôle révolutionnaire attribué de celui-ci, a déjà été réalisé à titre de dictature du parti prolétarien. Après quelques décennies d'expériences cliniques in vivo à travers la planète, il n'est plus présentable. De toute façon, l'idée même de dictature du parti politique unique n'est plus vraiment adaptée aux modifications que connaît le capitalisme actuel : telles que l'organisation en réseaux sociaux et politiques, formels et informels. Le terme obsolète disparaît donc du dictionnaire officiel de nos néo-marxistes pour être remplacé par celui de « dictature du mouvement social de la communisation ». En réalité, « Théorie communiste » appelle à constituer quelque pouvoir hiérarchique, que nous pourrions nommer dictature des communistes, au nom de leur prétendue capacité à représenter l'ensemble de l'évolution historique, présentée comme contraignante. La revue reprend à son compte la formule scientifique de Marx du

« Manifeste », déjà citée dans « Réflexions » : « Les conclusions théoriques des communistes ne sont que l'expression des conditions réelles (...) du mouvement pratique qui se déroule sous nos yeux. » Terrible objectivisme, hérité de la science newtonienne et du rationalisme hégélien, qui rejette dans les limbes comme autant de délires subjectifs toutes les prises de position, individuelles et collectives, qui n'entrent pas dans le cadre universaliste préconçu, lequel justifie l'autoritarisme. L'État n'est plus très loin. Nous pouvons même dire que les individus qui fonctionnent ainsi, sans le moindre recul, acceptent déjà, de facto, « la pensée de l'État », dans la foulée de Hegel lui-même. Bien sûr, pas sous l'uniforme du junker prussien, mais sous les diverses dégaines de l'universalité prolétarienne impalpable, inventée par « Théorie communiste ». Des communistes de ma connaissance ne sont d'ailleurs pas vraiment hostiles à de telles perspectives dictatoriales. A priori peu réalisables à notre époque. Alors, à défaut, pourquoi ne pas déjà chercher à accéder à des postes au sommet des États nations, dans des gouvernements à la Syriza ? L'installation de Woland dans les étages supérieurs de la hiérarchie sociale et étatique paraît, à première vue, incompréhensible, la conséquence de quelque coup de folie même. En fait, « il y a de la logique dans cette folie ». C'est la logique de l'actuelle idéologie communiste.

**C'est la même logique** qui permet aux communistes de refouler les angoissantes contradictions qui apparaissent dans leurs milieux. En théorie comme en pratique. En pratique, cela signifie aussi, en termes de relations et d'activités quotidiennes, que les antagonismes restent cachés ou, pour le moins, qu'ils sont considérés comme annexes. Les antagonismes entre les individus, et entre les images avantageuses que tels ou tels individus présentent d'eux-mêmes, en particulier à travers les jeux d'écriture, et ce qu'ils sont dans la réalité profane. Ici, la confusion est de rigueur. Elle est générale au point que même les communistes qui sont situés en bas de l'échelle sociale et politique soulèvent rarement de telles questions. Surtout lorsqu'elles concernent les leaders qui les fascinent par leur capacité d'écriture. Bref, dans le micromonde de la communisation règne, en grande partie, la bonne vieille schizophrénie politique. La même schizophrénie qui fut combattue en France, contre le militantisme traditionnel du dimanche, à partir de Mai 68. Elle est reproduite ici sous le prétexte qu'il ne faut pas tomber dans le type d'alternativisme aujourd'hui à la mode, pas plus que dans le moralisme de type inquisitoire. Dans le monde actuel marqué par l'utilitarisme et le cynisme, de telles attitudes régressives des communistes font le lit de l'arrivisme politique.

Bien entendu, la vie des individus, même celle des individus qui aspirent à la révolution, est faite de contradictions. Bien sûr, ceux-ci ne peuvent pas se libérer seuls de la totalité de ce qui les accable. Selon la belle formule de Bakounine : « Ma liberté est mienne, mais elle dépend aussi de celle des autres. » Néanmoins, comme le signalait Malatesta contre les phraseurs de son propre « parti », les individus qui « n'essayent même pas de réaliser, partiellement, leurs aspirations anarchistes dans leur propre vie » ne sont que des révolutionnaires en papier. Au point d'entretenir n'importe quelles relations, d'accepter n'importe quels travaux, etc. Y compris des positions et des rôles dans la hiérarchie sociale et étatique. En ce qui me concerne et sans faire de ma vie le modèle à suivre, j'ai tenté depuis des décennies de réduire au mieux la « distance » entre mes aspirations et ce que je réalise, même au quotidien. Or, dans le milieu communiste, il existe beaucoup de complaisance là-dessus.

**Dès le premier numéro de « Sic »,** les rédacteurs affirmaient que la communisation nécessite la fin de la séparation entre vie privée et vie publique. Noble intention mais qui est régulièrement contredite, toujours au nom du refus de l'alternativisme. Ainsi, je me rappelle des réunions dans la région parisienne il y a plus de dix ans, auxquelles assistaient des ténors de « Théorie communiste ». En substance, ils affirmaient que « tant qu'il n'y aura pas de mouvement révolutionnaire massif, les révolutionnaires sont condamnés à vivre normalement ». Or, premièrement, parmi les révolutionnaires présumés, il y a des individus qui, vu leur parcours et leur situation, ne peuvent pas vivre, ou plus vivre, « normalement ». Deuxièmement, il y en a qui ne veulent pas vivre « normalement ». Sans compter ceux et celles qui, au cours de leur vie, combinent les deux situations. Avec de telles conceptions sur la « normalité », il est inévitable que des communistes considèrent comme « normal » de faire carrière dans des conseils d'administration de sociétés, dans des comités de gestion d'universités et d'autres organismes d'État, à titre de conseillers, de managers, etc. Dans l'indifférence générale, ou presque, de leur propre milieu communiste. Au point d'accéder, lorsque l'occasion se présente, au sommet de l'État.

Drury, membre de « Aufheben », l'un des principaux cercles ultra-gauches en Grande-Bretagne, fut, pendant des années, sociologue, y compris pour la police dans le domaine de la gestion des foules. Pas mal de ses proches le savaient mais ne disaient rien. Ensuite, bon nombre de personnes, même des libertaires à la mode Libcom, tentèrent d'étouffer l'affaire et d'écarter les gêneurs, à commencer par « TPTG », sans hésiter à censurer leurs textes. Woland, membre de longue date du groupe ultra-gauche « Blaumachen », en Grèce, fut l'un des principaux rédacteurs de « Sic », y compris dans le dernier numéro, daté de février 2014. Il a obtenu son strapontin sous-ministériel dans le gouvernement Tsipras en janvier 2015 ! Dix mois après ! A mon avis, il était déjà suffisamment introduit dans les cercles proches des conseils d'administration et du pouvoir pour être nommé secrétaire général dans l'un des principaux ministères chapeautés par Tsipras, directeur pour la Grèce de la Banque de la Mer noire, et gouverneur remplaçant de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, chargée de financer, entre autres sales besognes, la « réhabilitation » de la zone irradiée de Tchernobyl. Personne n'accède à de telles fonctions du jour au lendemain. Les coups de baguette magique qui transforment illico des citrouilles en carrosses n'existent pas dans le monde du capital et de l'État. Comment expliquer alors le silence des communistes, à commencer par ceux de « Blaumachen ». L'indifférence, la veule complicité... Je ne tranche pas encore ici. Mais, bientôt, nous en saurons plus.

**Par contre,** « Théorie communiste » a déjà tranché. La revue prend prétexte de quelques erreurs factuelles, concernant l'organisation de réunions sur la Grèce à Lyon et à Marseille, contenues dans l'article « The Minister of Sic », disponible sur « Dialectical Delinquents » pour tenter de noyer le poisson. Sur « DNDF », j'ai pu lire : « Manos/Woland a fait un choix qui n'est pas le nôtre, ni celui de "Sic", ni celui de "Blaumachen", ni celui des organisateurs de ces réunions. Depuis, il ne participe plus à aucun de ces groupes, revues ou collectifs (...) Pour le reste, s'il plaît à quelques "Délinquants de la dialectique" ou "Enfants du paradis" de trouver dans la théorie de la communisation ou pire dans les "abstractions élitistes" de "Théorie Communiste" l'origine du devenir sous-ministériel ou bancaire de Manos/Woland, libre à eux. » Circuler, il n'y a rien à voir, ni rien sur quoi réfléchir ! Remarquons déjà le ton mesuré utilisé pour parler de

l'infamie de Woland : « Le choix » ! Puis, le ton haineux habituel de la chefferie, réservé ici à ceux et à celles qui osent rompre la loi du silence. Pourtant, sa posture impérative révèle surtout sa peur panique que des individus, y compris peut-être dans son entourage, prennent conscience des origines et de l'ampleur du désastre. Elle est brutalement passée à la trappe, la tendance de la chefferie à soliloquer et à polémiquer à l'infini, en boucle, sur l'évolution du monde, des classes, de l'État, des groupes, etc. Manifestement, ses analyses générales concernent le monde, à l'exception de son petit monde. Par suite, l'affaire Woland relèverait de la responsabilité exclusive du personnage, passé en quelques semaines à peine du statut de rédacteur apprécié de « Sic », à côté de Roland Simon lui-même, au rôle de Manousakis le sous-ministre infréquentable. La chefferie nous prend, à commencer par l'ami anglais rédacteur de « The Minister of Sic », pour des crétins. Au contraire, l'affaire Woland constitue la partie visible de l'iceberg de la communisation. Loin de relever seulement de l'arrivisme de l'individu mis en cause, elle révèle surtout la faillite de tels milieux et groupes aux prétentions sans commune mesure avec ce qu'ils sont dans la prosaïque réalité. Elle montre aussi qu'ils ne sont pas réformables. Dans le proche avenir, je ne sais pas quelles seront les prises de position des personnes qui, à des degrés divers, rament dans la galère communisatrice. Par expérience, je ne suis pas porté à l'optimisme. Les individus préfèrent souvent fermer les yeux face à des phénomènes aussi désagréables que l'affaire Woland. Sinon, ils devraient remettre en cause leur propres illusions, leurs propres relations, etc. C'est pourtant à ce prix qu'ils peuvent s'affirmer, par eux-mêmes et pour eux-mêmes.

**Pour finir**, bien que je ne sois pas toujours d'accord avec les analyses de « TPTG », en particulier celles concernant l'économie, trop marquées parfois à mon goût par le marxisme, je tiens ici à leur renouveler mon soutien, comme je l'ai fait au moment de l'affaire Drury. Les connaissant depuis longtemps, je sais qu'ils ne sont pas animés, dans leurs critiques, par quelque esprit de revanche, et qu'ils font passer, pour reprendre la vieille formule, les « intérêts généraux » de la révolution avant les « intérêts particuliers » des coteries politiques.

**André Dréan**  
**Avril 2015**

**Post-scriptum.** La version en anglais est en cours de réalisation et sera diffusée bientôt.

**Pour correspondre : [nuee93@free.fr](mailto:nuee93@free.fr)**